

Communiqué de presse de « Parents contre la drogue » du 10.10.2007 à l'Hôtel Kreuz à Berne

au sujet de

„La politique de la drogue suisse dans une impasse !? »

Présentation des 4 « piliers » :

Le 1^{er} pilier : la PREVENTION

Etat actuel :

La prévention suisse à la toxicomanie n'a largement pas rempli sa tâche. D'une part, elle a été pratiquée par des personnes pas à la hauteur pendant les années 90 et d'autre part, son objectif était faux de vouloir « apprendre aux jeunes et aux enfants d'utiliser les drogues *comme il faut* ». En mettant toutes les manies et dépendances sur un pied d'égalité, comme p.ex. la toxicomanie avec la manie de la propreté, la manie du travail, la dépendance de la télévision, on a négligé de donner une définition aux différents stupéfiants. Car il est indéniable que les drogues ont des conséquences néfastes sur la santé, enivrantes et rendant ses consommateurs dépendants d'elles. Cette minimisation de ces effets pendant des années ainsi que cette non-reconnaissance que la valeur THC du cannabis a été augmentée jusqu'à 20 fois depuis les fameuses années 68 par des cultures forcées (en serre) ont fait de la prévention un désastre ! Le résultat de cette politique inopportune dans la prévention aux stupéfiants est bien connu : des chômeurs, devenus dépendants du service social et devant toucher des rentes AI depuis tout jeunes, souvent en danger de suicide ou devenus psychotiques et prêts à la violence.

En vue de ces faits inéluctables, nous revendiquons :

- Stimuler une baisse de la demande de stupéfiants en enthousiasmant les jeunes à vivre une vie saine par une information objective sur les dangers et conséquences de la consommation de drogues.
- Venir à bout des problèmes à l'aide d'interlocuteurs adultes exemplaires.
- Instituer une mesure étatique à l'aide d'une nouvelle formation universitaire suisse.
- Nommer un éducateur de la santé, enseignant aussi bien le sport qu'une prévention saine.

Le 2^e pilier : la THERAPIE

Etat actuel :

Depuis que les toxicomanes peuvent faire leur choix entre plusieurs « options d'aides » dont ils ne sont cependant plus capables – sous l'effet psychotrope et de dépendance de ces drogues – les institutions visant l'abstinence doivent malheureusement fermer leurs portes par manque de participants. Sinon, de telles institutions sont tenues de laisser partir leurs clients, p.ex. lors de sorties dont ils ne reviennent souvent plus à cause d'une overdose. Les citoyennes et citoyens ont été menés par le bout du nez par de fausses promesses, disant que les toxicomanes seraient accueillis dans des centres de thérapie stationnaires une fois que leur situation se serait stabilisée. Aucune institution n'a intérêt à se défaire de ses clients. Tout traitement ne visant pas l'indépendance des drogues aboutit par la force des choses à des problèmes insolubles de violence et de criminalité, d'augmentation des dépenses des services sociaux et de répression.

En vue de ces faits inéluctables, nous revendiquons :

- Le calcul comparatif des frais et profits ainsi que de la persistance de ces options d'aides dans le secteur des stupéfiants doit absolument être fait par un service politiquement neutre. Dans ce contexte, il est primordial de donner une définition honnête au terme « thérapie », parce qu'il signifie un traitement menant à la guérison. La remise de Méthadone et de Héroïne ne peuvent être considérés comme tel, si bien qu'ils doivent figurer sous le pilier « mesures de réduction des risques et d'aide à la survie ». Le stupéfiant « Diaphnin » (Héroïne) doit être tracé de la liste des médicaments, car les caisses-maladie ne sont pas autorisées à financer des stupéfiants.
- On doit instituer de toute urgence des centres de thérapie stationnaires, visant à l'abstinence, à l'instar de San Patrignano vers Rimini, avec des places d'apprentissage et de formation.

- Les victimes de drogues doivent figurer tel quel dans les statistiques de décès, sans qu'on les fausse par des causes mensongères, telles morts des suites d'une défaillance cardiaque ou des reins.

Le 3^e pilier : La REPRESSION

Etat actuel :

Les cultures de cannabis donnant lieu à un chiffre d'affaire de l'ordre de 2 milliards de francs suisses par an ainsi que la Foire internationale du cannabis tenue à Berne – et qui ne pourrait être autorisée nulle part ailleurs - démontrent bien que la politique libérale des stupéfiants empêche depuis des années la répression pourtant si urgente. Aussi fume-t-on nulle part ailleurs autant d'herbes qu'en Suisse, alors qu'on ne peut en ignorer les effets catastrophiques.

Depuis l'instauration des locaux pour drogués protégés (« Fixerstübli ») dispensant l'héroïne, les trafiquants de drogues font leurs affaires à proximité de là où leurs clients passent leur temps. Il est connu que 80% des consommateurs d'héroïne achètent d'autres drogues sur le marché noir. Des jeunes de pas plus de 16 à 20 ans se piquent, fument de l'herbe ou autre chose sans avoir à rendre des comptes à personne dans ces lieux protégés. Des drogués tombés bien bas végètent depuis des années aux dépens de l'état, sans qu'on se préoccupe de changer quelque chose à leur situation. Un seul drogué nous coûte environ 100'000 francs suisses par an !

En vue de ces faits inéluctables, nous revendiquons :

- Les cultures de cannabis et sa consommation doivent être pénalisées.
- Le trafic dit de fourmis, propageant d'infimes quantités de drogues ainsi que la possession de drogues pour sa propre consommation doivent aussi être punis.
- Des lieux proclamés hors-la-loi sont intolérables.
- La loi sur les stupéfiants doit être mise en pratique, sinon l'état de droit perd toute crédibilité et attire la mafia de la drogue.
- Les drogués négligés doivent être mis sous PLAF (Privation de Liberté A des Fins d'Assistance) pour faire une cure de désintoxication.

Le 4^e pilier : MESURES DE REDUCTION DES RISQUES ET D'AIDE A LA SURVIE

Etat actuel :

Afin de faire accepter les produits de bas de gamme au peuple suisse, on a toléré les scènes de drogues ouvertes au début des années 90 ainsi que la dispensation de seringues propres, quitte à laisser faire drogués et trafiquants. La police n'eut alors le droit d'intervenir qu'une fois qu'on avait institué les locaux pour drogués protégés, les logements provisoires etc. On a justifié le besoin de révision de la LStup par des mensonges tels qu'il ne fallait pas y voir de l'illégalisme, de la criminalité, puis on a prétendu que le vrai problème des drogués se situait dans des substances impures et que la répression était la mauvaise solution, tant et si bien que la Suisse s'est retrouvée avec la politique des stupéfiants la plus libérale du monde entier. Bien que la remise de l'héroïne ne fonctionne pas à cause des consommations de drogues accessoires, que le taux de ceux voulant s'en sortir n'étant que de 5%, ne justifiant pas de mesures de réduction des risques, que l'ONU considère notre politique libérale s'appuyant sur des recherches scientifiques infondées, on s'obstine à promouvoir les mesures de réduction des risques. De nos jours, cela coûte déjà 4 milliards de francs suisses aux contribuables.

En vue de ces faits inéluctables, nous revendiquons :

- Les mesures de réduction des risques et d'aide à la survie se sont avérées un échec sans aucune persistance.
- C'est pourquoi, il faut limiter la remise de méthadone et d'héroïne dans le temps.
- Les locaux pour drogués protégés doivent être supprimés à long terme.
- La dose des toxicomanes doit être réduite dans un milieu hospitalier.
- Les toxicomanes ont besoin d'une thérapie intense qu'on ne peut prodiguer dans un milieu carcéral.
- Les médecins ne sont plus autorisés à faire des ordonnances pour l'héroïne (comme c'est déjà le cas pour la Méthadone), malgré leur secret professionnel, pour garantir la transparence.